

Réunion annuelle des coordinateur-ric-e-s du Programme ICC

Braga et Vila Verde, Portugal, 15 novembre 2024

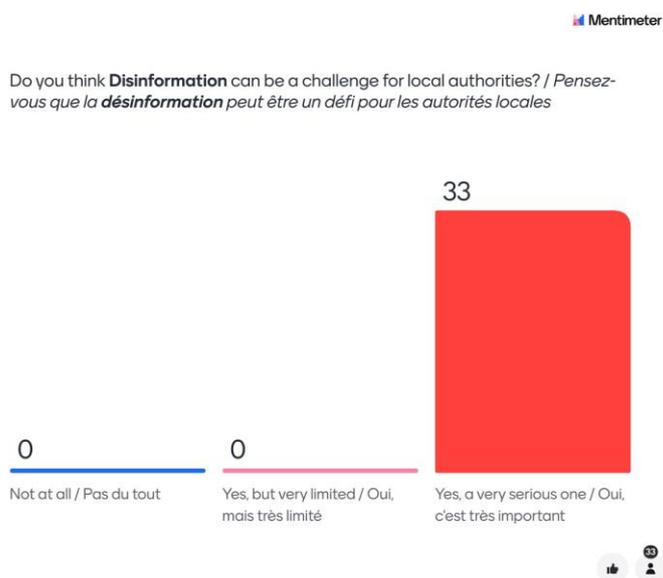
Atelier : Désinformation et récits positifs dans les villes interculturelles

Animateur de l'atelier : Claudio Tocchi – ICEI, Italy

Rapport de synthèse

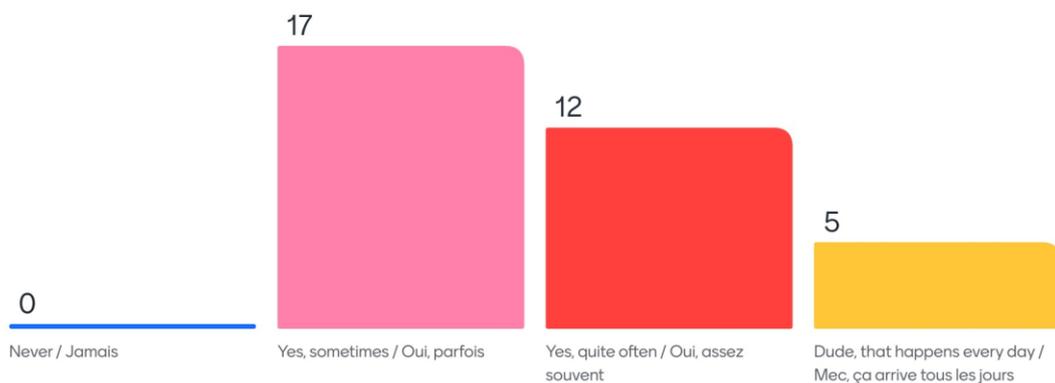
1. Combattre la désinformation : expérience, attitude et connaissances des participant-e-s sur le sujet

Dès le début de l'atelier, les membres du Programme ICC ont unanimement confirmé que la désinformation **est un problème pertinent**

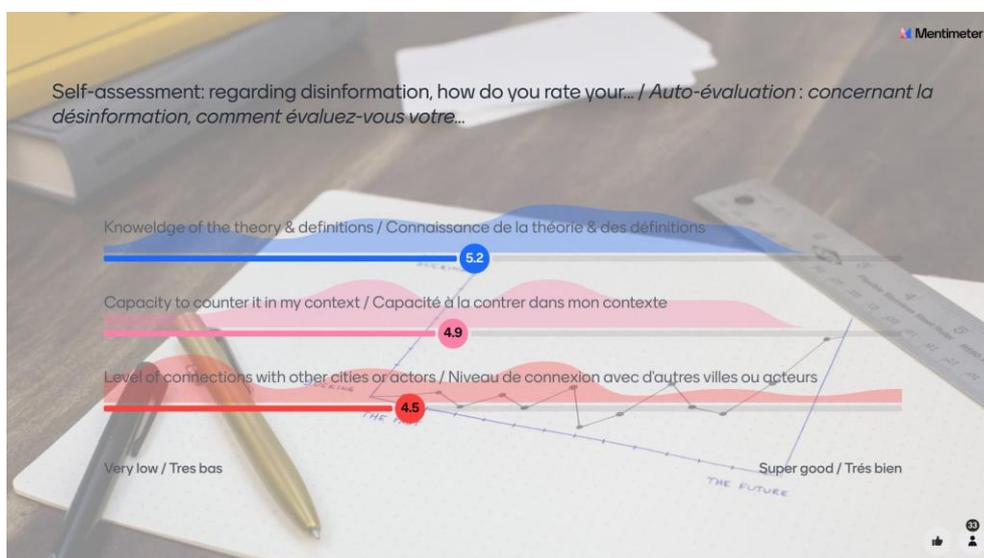


et que la moitié d'entre eux y sont confrontés **souvent ou quotidiennement**.

Are you confronted with **Disinformation** and its effects in your work? / Êtes-vous confronté à la **désinformation** et à ses effets dans votre travail ?



En outre, les membres du Programme ICC estiment que leurs connaissances, leurs compétences et leur capacité à travailler en réseau sont **insuffisantes au regard de la tâche à accomplir** :



2. Désinformation : définition, exemples et outils

La **désinformation** est une information fausse créée délibérément pour nuire, induire en erreur ou provoquer une réaction émotionnelle chez un public cible. Ce phénomène ne se confond que partiellement avec la **mésinformation**, qui désigne des informations inexactes diffusées sans intention délibérée de nuire ou de manipuler (comme les [rumeurs](#)).

Bien que la désinformation et la mésinformation ne soient pas nouvelles dans la communication politique, elles ont pris, ces dernières années, des caractéristiques pathologiques en raison de trois dynamiques qui se renforcent mutuellement :

1. Internet et les réseaux sociaux ont permis une **diffusion** plus rapide, moins coûteuse et plus large des nouvelles.
2. Ces derniers ont créé les conditions pour **monétiser** la diffusion de fausses nouvelles à fort impact émotionnel grâce à des systèmes de revenus (comme les « *pages vues* ») combinés à des stratégies agressives (comme le click-baiting/piège à clics).
3. La désinformation et la mésinformation, quant à elles, s'appuient sur, et contribuent à renforcer, **les niveaux élevés de méfiance** envers les institutions qui caractérisent de nombreuses sociétés modernes.

Ces dernières années, la diffusion de fausses informations a incité plusieurs institutions à agir. L'Union européenne, par exemple, a mis en place [différents outils](#) pour lutter contre ce phénomène, en particulier en prévision des élections européennes de 2024. Cependant, bien que la désinformation soit généralement signalée lorsqu'elle interfère avec des élections nationales (ou supranationales), des impacts nuisibles et significatifs peuvent être observés également, et surtout, au niveau local.

Des exemples d'effets perturbateurs de la désinformation sur les gouvernements municipaux se trouvent partout. Par exemple, à la suite du débat électoral américain de 2024 au cours duquel le candidat Donald Trump a répété une affirmation démentie sur les migrant-e-s haïtien-ne-s à Springfield (OH), l'hôtel de ville [a été fermé suite à une menace à la bombe](#) et le district scolaire de Springfield a dû faire évacuer deux écoles primaires suite à une menace par e-mail, sans parler de la souffrance causée à la communauté haïtienne vivant dans la ville.

Cet exemple montre comment la désinformation cible souvent des groupes et des individus marginalisés ou vulnérables, ce qui élargit les clivages sociaux et augmente les tensions entre les communautés. La désinformation réduit la confiance à la fois envers les institutions et entre les différents groupes. Elle peut également éroder la cohésion sociale, car des groupes spécifiques sont surreprésentés dans les campagnes de désinformation ciblées : migrant-e-s et minorités ethniques, minorités religieuses, personnes LGBTI, femmes.



Afin de lutter efficacement contre la désinformation, les fonctionnaires municipaux·ales, les agent·e·s et les décideur·euse·s politiques élu·e·s doivent être **formé·e·s, soutenu·e·s** et **mis·es en réseau**.

Pour atteindre cet objectif, le German Marshall Fund des États-Unis et le Melbourne Center for Cities de l'Université de Melbourne ont récemment publié un [Guide pratique](#) décrivant une stratégie permettant aux villes de répondre à la désinformation. Il **ne s'agit pas de décider quelles informations sont correctes** ou quels canaux sont autorisés à informer (et lesquels sont censurés), car comme l'indique le Guide : « *disinformation response must be non-partisan to be effective* » (pour être efficace, la réponse à la désinformation doit être non partisane.)

Plutôt que de chercher à déterminer quelles nouvelles doivent ou ne doivent pas être partagées, le Guide pratique insiste sur la manière dont les villes peuvent **prévenir, réagir** ou **se remettre** des épidémies de désinformation en instaurant la confiance, en renforçant la communauté, ainsi qu'en **développant la communication et la collaboration**.



3. Réponse interculturelle à la désinformation : travail de groupe portant sur des études de cas

Les participant-e-s ont été divisé-e-s en cinq groupes, puis chaque groupe a reçu une étude de cas liée à la désinformation.

Les cas étaient réels, mais sortis de leur contexte spécifique afin de permettre une discussion plus générale :

1. Au pic de la première vague d'infections COVID, des rumeurs se répandent dans les communautés islamiques selon lesquelles les vaccins sont préparés avec des composants animaux, c'est-à-dire interdits par la religion, et de nombreux·ses croyant-e-s musulman-e-s reportent ou annulent leurs injections. De plus, des nouvelles concernant des croyant-e-s musulman-e-s se sont répandues, augmentant les tensions entre les communautés dans une période très délicate.
2. Un groupe de garçons fréquentant le lycée local a produit des images nues de leurs camarades de classe féminines via une IA (intelligence artificielle) sous la forme de vidéos deepfake. Le contenu est devenu viral, causant d'énormes dommages aux victimes et des tensions au sein des familles et de la communauté [*ce groupe a travaillé en français*].
3. Une jeune femme a dénoncé être victime d'une agression sexuelle. Alors que la police enquête toujours sur les auteurs, des rumeurs commencent à circuler selon lesquelles ces derniers seraient deux jeunes garçons du camp de Roms voisin. Des partis d'extrême droite ont appelé à une manifestation ce soir « *pour la sécurité de tous* » qui pourrait très facilement dégénérer.
4. Un site d'information américain a partagé la nouvelle sur Facebook : la nuit dernière, une foule de jeunes garçons nigériens a fait un raid dans le centre de votre ville, brisant des vitres et agressant des femmes. Bien qu'aucun journal local ne l'ait rapporté, des influenceurs et des médias en ligne ont déjà partagé la nouvelle. Les groupes de réseaux sociaux s'agitent et des citoyen-ne-s en colère appellent les services de la ville.

5. Quelques jours avant la célébration d'une importante fête religieuse islamique, plusieurs agent·e·s municipaux·ales et représentant·e·s élu·e·s ont reçu des menaces les accusant « *d'aider des terroristes* » qui « *préparent une attaque* ». Le·La maire envisage d'annuler les célébrations car il·elle ne peut garantir un environnement sûr ni pour les employé·e·s de la ville ni pour celles et ceux qui assistent à l'événement.

Chaque groupe disposait de 20 minutes pour se mettre d'accord sur 3 à 4 actions pour aborder le cas d'un point de vue interculturel.

Le tableau suivant résume les actions identifiées par les groupes :

<p>Établir la confiance / collaboration</p>	<p>Créer des plateformes avec d'autres parties prenantes pertinentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autres institutions (police, agences de santé, écoles, etc.) ; - Organisations de la société civile locales ; - Leaders/communautés de migrant·e·s et religieux·ses ; - Espaces culturels (bibliothèques, musées, salles de concert, etc) ; - Médias locaux ; - Milieu universitaire ; - Autres lieux de rassemblement (bars, clubs sportifs, etc.). <p>Être clair·e avec les victimes potentielles, en leur expliquant qu'elles seront protégées, mais aussi avec les auteur·e·s potentiel·le·s en leur disant qu'ils-elles seront poursuivi·e·s.</p>
<p>Développer la communauté</p>	<p>Améliorer l'éducation aux médias et la pensée critique, en accordant une attention particulière à l'intelligence artificielle.</p> <p>Cartographier les clivages sociaux et économiques existants ainsi que les communautés, groupes et espaces vulnérables.</p> <p>Construire des contre-récits et des récits communautaires.</p>
<p>Développer la communication</p>	<p>Améliorer et maintenir les canaux de communication</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la fois en ligne (site web de la municipalité et comptes sur les réseaux sociaux) - et hors ligne (réunions régulières avec les parties prenantes, assemblées publiques)



4. Conclusions et contributions pour un éventuel suivi

Malgré leurs efforts, **les villes ne peuvent pas réalistement relever seules les défis à venir**. Les municipalités, en particulier les petites et moyennes, doivent faire partie d'un réseau solide qui les soutient.

A la lumière des meilleures pratiques internationales actuelles et des réflexions menées lors de l'atelier de Braga, trois axes d'action peuvent être identifiés que le Programme des Cités interculturelles (ICC) pourrait poursuivre pour aider les villes à lutter contre la désinformation basée sur le racisme et la xénophobie :

1. Tout d'abord, il est important **d'inscrire la lutte contre la désinformation dans une politique interculturelle plus large**, en mettant en évidence les synergies existantes avec d'autres méthodologies telles que l'approche interculturelle, la stratégie anti-rumeurs, la théorie narrative, etc.
2. Deuxièmement, le Programme ICC pourrait organiser **des opportunités de formation en ligne et hors ligne** ainsi que des **visites d'étude** pour soutenir le partage de connaissances et la mise en réseau des fonctionnaires municipaux-ales.
 - a. Le partage de connaissances pourrait favoriser la mise en place d'une **communauté de pratiques**,
 - b. tandis que la mise en réseau pourrait aboutir à la création de **partenariats internationaux de villes** pour concourir à des opportunités de financement nationales et internationales, c'est-à-dire des subventions européennes.
3. Enfin, le Programme ICC a l'autorité et le rôle de **cartographier et d'établir des liens avec d'autres réseaux internationaux ou acteur-ric-e-s supranationaux-ales** travaillant sur ces sujets ou intéressé-e-s par ceux-ci, afin d'améliorer un échange bidirectionnel au-delà des frontières du Programme et d'enrichir le débat actuel avec les méthodologies et expériences les plus récentes.